

**SOCIETE CIVILE  
DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

**CONFERENCE NATIONALE SUR LA PAIX, LA SECURITE ET LE  
DEVELOPPEMENT DANS LES PROVINCES DU NORD-KIVU ET DU SUD-KIVU**

**DECLARATION FINALE**

**CONFERENCE NATIONALE SUR LA PAIX, LA SECURITE ET  
LE DEVELOPPEMENT DANS LES PROVINCES  
DU NORD-KIVU ET DU SUD-KIVU**

**Lieu : Centre d'Etudes pour l'Action Sociale (CEPAS / Kinshasa)**

**Date : Du 14 au 16 Janvier 2008**

**- Kinshasa, le 16 Janvier 2008 -**

---

*Pour tout contact avec le Comité Organisateur :*  
**+ (243)998.322.387 / + (243)81.31.11.777 / + (243)99.99.38.659**

NOUS, Organisations et Réseaux Nationaux des Droits de l'homme, de Développement, d'Education Civique, des Syndicats, des Femmes, des Jeunes, des personnes vivant avec handicap, des paysans ainsi que des Confessions Religieuses, membres de la Société Civile de la République Démocratique du Congo, avons organisé du lundi 14 au mercredi 16 janvier 2008 en la salle des conférences du Centre d'Etudes Pour l'Action Sociale ( CEPAS ) à Kinshasa, dans la Commune de la Gombe, une Conférence Nationale sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu ;

VU la Constitution de la République Démocratique du Congo tel qu'approuvé par le Peuple congolais lors du referendum constitutionnel du 18 au 19 décembre 2005, spécialement aux dispositions de ses articles 1<sup>er</sup>, 2, 3, 5, 10, 11, 15, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 32, 51, 52, 69,74 et 85 ;

ATTENDU que la convocation par le Président de la République Démocratique du Congo de la Conférence sur la paix, la sécurité et le développement dans les deux provinces du Nord-Kivu et Sud-Kivu, frise la décapitation des Forces Armées de la République Démocratique du Congo ainsi que institutions nationales et provinciales légalement établies ;

ATTENDU que la genèse, les causes des conflits et de l'insécurité dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu sont tributaires du génocide Rwandais de 1994 et de toutes ses retombées sur les plans humanitaires, sociales, politiques, juridiques et économiques en République Démocratique du Congo ;

ATTENDU que les conflits et l'insécurité au Nord-Kivu et au Sud-Kivu se sont caractérisés par des actes d'agression, de haute trahison, d'occupation du territoire national, du pillage des ressources naturelles, des massacres à grande échelle des populations civiles congolaises, des massacres à grande échelle des réfugiés Hutu Rwandais en RDC, des assassinats politiques, des millions des morts parmi les populations congolaises, de mutineries dans l'armée, des violences sexuelles, du muselage de l'expression, des disparitions forcées, des tortures, des centaines des milliers des déplacés de guerre, de la profanation des églises et cours royales, ... ;

ATTENDU que les conflits au Nord-Kivu et au Sud-Kivu est une exportation du conflit Rwandais sur le sol Congolais, que la cohabitation entre les ethnies congolaises du Nord-Kivu et du Sud-Kivu a toujours été pacifique durant des années et que les terres congolaises du Nord-Kivu et du Sud-Kivu sont objet de convoitise des Tutsi et des Hutu Rwandais ;

ATTENDU que la guerre menée à l'est du pays par Monsieur Laurent KARUMUNA NKUNDABATWARE, les INTERHAMWE et alliés, n'est qu'une forme d'agression du Rwanda contre la République Démocratique du Congo, que les Multinationales et les Transnationales soutiennent pour piller les ressources naturelles pendant que l'Etat Congolais est placé sous embargo par la Communauté Internationale quant à l'achat des armes afin de le réduire à l'incapacité de faire face à la guerre lui imposée par ses voisins ;

ATTENDU que les vrais les acteurs de l'insécurité au Nord-Kivu et au Sud-Kivu sont des Multinationales et les Transnationales, les extrémistes Hutu et Tutsi, le Rwanda sans oublier leurs complices visibles et invisibles qui sont dans des institutions de la République Démocratique du Congo ;

ATTENDU que la MONUC a échoué à son mandat d'imposer la paix en République Démocratique du Congo et que la mise en œuvre des processus DDRRR et DDR n'ont pas été bien pensées à la taille de la République Démocratique du Congo qui friserait l'immobilisme coupable ;

VU que la tenue à Goma de la Conférence sur la paix, la sécurité et le Développement des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, apparaît comme l'expression d'une peur doublée des faiblesse de la République Démocratique du Congo face aux agresseurs connus et identifiés ;

#### **APRES ANALYSE ET DEBATS, DECLARONS SOLENNELEMENT CE QUI SUIT :**

- 1) Regrettons au regard de l'organisation des assises de Goma, de la définition de leur agenda, du choix des participants ainsi que la direction des débats, cette conférence est l'objet d'une véritable prise en otage des opérateurs politiques partis de Kinshasa, ceux-là même qui sont des instigateurs si pas les protagonistes des conflits sanglants du Nord-Kivu et du Sud-Kivu d'où il y a lieu que cette conférence n'aboutisse à des résultats qui rassurent et garantissent la paix, la sécurité et le développement durable des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu ;
- 2) Exigeons la République du Rwanda à cesser de s'ingérer dans les questions relevant de la souveraineté de la République Démocratique du Congo et à organiser rapidement le Dialogue Inter Rwandais en vue de régler pour de bon les conflits cycliques qui déchirent la Rwanda depuis 1959 et qui ont pris en otage le peuple congolais ainsi que les institutions de la RDC ;
- 3) Demandons à la Communauté Internationale à cesser avec sa duplicité et à contribuer de la manière la plus efficace à la résolution des conflits qui déchirent la République Démocratique du Congo, dont elle reste co-responsable ainsi qu'à la levée de l'embargo pour l'achat d'armes imposé à la RDC ;
- 4) Invitons la MONUC à mettre tout en œuvre pour éviter les erreurs opérationnelles et stratégiques de la MINUAR au Rwanda et de l'ONUC en RDC ;
- 5) Exhortons le Peuple Congolais de l'intérieur tout comme de l'extérieur du pays à plus de vigilance et à se mobiliser dans un élan patriotique aujourd'hui plus que jamais pour prévenir toutes tentatives du noyautage des attributs fondamentaux de la République ainsi que d'aliénation de la souveraineté nationale et de l'intangibilité des frontières nationales héritées de la colonisation ;

- 6) Invitons le Gouvernement de la République d'apporter une assistance conséquente et consistante aux centaines des milliers des déplacés de guerre au Nord-Kivu et au Sud-Kivu, et de doter les Forces Armées Congolaises et la Police Nationale Congolaise des moyens adéquats pour l'accomplissement en tout temps et tout lieu de leur mission de défense de l'intégrité du territoire national et la sécurisation de la population Congolaise ;
- 7) Faisons une mise en garde très sévère contre toute autorité Nationale ou Provinciale qui s'hasarderait à user de son pouvoir public issu des élections générales et pluralistes de l'année 2006, pour sacraliser et/ou institutionnaliser l'impunité sous toutes ces formes en République Démocratique du Congo ;
- 8) Déclarons non négociables les matières relevant de la compétence traditionnelle des cours et tribunaux, de l'Armée, de l'Assemblée Nationale, du Sénat, du Gouvernement Central, du Ministère de la défense, du Ministère de l'intérieur ainsi que des entités décentralisées consacrées par la Constitution de la République ;
- 9) Exigeons au Parlement de la RDC l'adoption des lois organiques portant création d'une nouvelle Commission Vérité et Réconciliation ainsi que d'une Commission Nationale des Droits de l'Homme en y impliquant les vrais acteurs de la Société Civile sur base des critères de compétence, d'éthique, de moralité et de crédibilité ;
- 10) Décidons d'amorcer à dater de ce jour, et sur l'ensemble du territoire national des actions de solidarité nationale avec le Nord-Kivu et le Sud-Kivu pour prévenir tout complot de balkanisation et du pillage de la République Démocratique du Congo.

Fait à Kinshasa, le 16 Janvier 2008

## LES PARTICIPANTS

---

*Pour tout contact avec le Comité Organisateur :*

**+ (243)998.322.387 / + (243)81.31.11.777 / + (243)99.99.38.659**